Convention relative à la facturation de la redevance spéciale applicable aux producteurs professionnels ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères pour les sites de la Ville de Marseille

ENTRE :

La Métropole Aix-Marseille Provence,

Dont le siège est situé 58 Boulevard Charles Livon, 13007 Marseille
Représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL,
Habilité à cet effet par délibération n°du Bureau de la Métropole du.....

ci-après dénommée « Métropole »

ET :

La Ville de Marseille,

Dont le siège est situé Hôtel de Ville – Quai du port – 13002 MARSEILLE
Représentée par son Maire, Monsieur Benoît PAYAN,
Habilité à cet effet par délibération n°du Conseil municipal du.....

Ci-après désignée sous le terme « Ville »

D'AUTRE PART,

CONTEXTE ET ENJEUX

Par délibération N°DEA 001-4220/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a voté le règlement de la Redevance Spéciale (RS) applicable aux professionnels producteurs ou détenteurs de déchets assimilés aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence. Ce règlement s'inscrit dans le cadre fixé par le schéma métropolitain, répondant aux objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires qui prévoit la généralisation de la Redevance Spéciale pour 2022.

Ce règlement, pris en application des articles L 2224-14 et L 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales, définit le cadre et les conditions générales d'application de la Redevance Spéciale sur le Territoire de Marseille Provence.

Pour rappel, les principes d'éligibilité et modalités de mise en œuvre de la Redevance Spéciale sont les suivants :

- Production de déchets assimilables aux ordures ménagères : pas de sujétion technique particulière en termes de traitement des déchets ;
- Situation géographique du point de collecte : pas de sujétion technique particulière en termes de collecte ;

- Quantité de déchets produits par site :

Par définition, un site peut être composé d'un ou plusieurs bâtiments et/ou d'un ou plusieurs équipements.

- Jusqu'à 490 litres/hebdomadaires de déchets ménagers assimilables - pas d'assujettissement à la Redevance Spéciale.
- Entre 491 et 13 860 litres/hebdomadaires de déchets ménagers assimilables - assujettissement de façon forfaitaire.
- Plus de 13 860 litres/hebdomadaires - obligation de faire appel à un prestataire privé agréé.

Aussi, six forfaits liés à des productions de déchets sont définis dans le tableau ci-dessous :

Forfaits	Tranches de volumes produits (litres/hebdomadaire)
F0	≤ 490 litres
F1	491 à 840L
F2	841 à 2 380L
F3	2381 à 4 620L
F4	4 621 à 9 240L
F5	9241 à 13 860L
Hors seuils	+ 13 860 litres

Une franchise de 490 litres/hebdomadaire est appliquée à chaque forfait et permet d'établir les tarifications annuelles.

Le forfait 0 correspond à une production de déchets maximale de 490 litres/hebdomadaire, équivalente à la franchise.

Les producteurs produisant entre 491 et 13 860 litres/hebdomadaire de déchets sont assujettis à une redevance annuelle forfaitaire.

Chaque redevable est identifié par son activité et son nombre de salariés présents sur site, ce qui permet d'évaluer sa production moyenne hebdomadaire de déchets assimilés correspondant à l'un des 6 forfaits.

Des aménagements à ces principes d'éligibilité à la RS ont cependant été prévus pour les personnes morales de droit public qui sont forfaitisées en fonction du volume réel de déchets produits défini au préalable entre la Métropole Marseille Provence et le gestionnaire de ces sites.

La Métropole a établi un planning définitif de déploiement de la RS et de sa facturation au 1er juillet 2021 qui a été acté par délibération TCM 030-9711/21/CM du Conseil Métropolitain du 16 février 2021.

Afin d'évaluer le montant de la Redevance Spéciale due par la Ville pour chacun de ses sites, la Ville de Marseille et la Métropole ont réalisé un recensement exhaustif de tous les points de collecte avec la quantité de déchets produits pour chaque site communal afin d'évaluer le montant de la Redevance Spéciale. Compte tenu du nombre de sites communaux recensés, la Ville de Marseille et la Métropole ont décidé de passer une convention afin de faciliter le travail de facturation et émettant un seul titre de recette par an sur la base de l'inventaire qui sera mis annuellement à jour.

Cependant, en attendant que la Ville de Marseille passe les marchés publics nécessaires à la collecte

des déchets ménagers assimilés aux ordures ménagères de ses sites, des aménagements ont été prévus à titre transitoire. Ainsi, aucun critère d'exclusion ne sera appliqué sur les deux années à venir en raison des marchés publics à réaliser.

Pendant ces deux années transitoires, la Métropole applique le forfait F5 pour les sites classés hors seuil de la redevance spéciale.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en place un système de facturation spécifique de la Redevance Spéciale pour la Ville de Marseille. En effet, compte tenu du nombre de sites communaux assujettis ne disposant pas systématiquement d'un SIRET spécifique, la Ville de Marseille est l'interlocuteur unique de ses sites, désignés dans le listing joint en annexe, auprès de la Métropole pour le paiement de la RS.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa notification à la Ville de Marseille par la Métropole. Elle est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse pas excéder 3 ans, sauf renonciation par l'une ou l'autre des parties, 2 mois avant la date de l'échéance par simple lettre.

ARTICLE 3 – FACTURATION

Pour l'année 2021, la Redevance Spéciale est due, par la Ville de Marseille, à compter du 1er juillet 2021, conformément à son entrée en vigueur arrêtée par délibération du conseil n° TCM 030-9711/21/CM du 16 février 2021. La facturation est établie au prorata temporis. Le montant de la redevance est évalué à 445 026, 07 euros nette de toutes taxes pour la période du 1 juillet 2021 au 31 décembre 2021 (cf annexe 1 de la convention).

La Métropole procède à une facturation annuelle au nom de la Ville de Marseille et vise le numéro de SIRET suivant : 213 300 553 000 16.

Les décomptes sont établis à terme échu, par application des règles ci-dessus ; un extrait de titre exécutoire est établi.

La Recette des Finances de Marseille Provence est en charge du recouvrement.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE PAIEMENT

La Métropole Aix-Marseille-Provence émet annuellement un titre de recettes à l'encontre de la Ville de Marseille. Le montant de ce titre correspond à la somme des forfaits appliqués aux différents sites de la Ville de Marseille indiquée dans le listing joint en annexe de la présente convention.

Ce listing, qui recense chaque point de production et de collecte des déchets avec adresse ; estimation du volume de déchets produit et le forfait lié doit être joint au titre de recette émis.

ARTICLE 5 – RÉVISION DES TARIFS

La révision des tarifs de la Redevance Spéciale aura lieu chaque année et sera approuvée par le Conseil Métropolitain du 4^{ème} trimestre de l'année en même temps que l'approbation du RPQS.

ARTICLE 6 – ACTUALISATION DES DONNÉES

La Ville de Marseille met à jour chaque année le listing des points de collecte qu'elle transmettra à la Métropole pour le calcul de la Redevance Spéciale.

Les conséquences financières d'une variation de ce listing font l'objet d'une évaluation concertée entre la Métropole et la Ville de Marseille et donnent lieu à la révision du montant prévu en annexe.

Toute révision de ce périmètre des points de collecte ou des forfaits applicables fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 7– RÉSILIATION

Le non-respect par l'une ou l'autre des parties des termes de la présente convention entraînera, après discussion et désaccord persistant entre les parties au-delà de 60 jours maximum, la résiliation de celle-ci signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention pourrait être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, pour :

- motif d'intérêt général ;
- manquement grave, par l'une des parties, à ses obligations.

En cas de résiliation, la Ville de Marseille est tenue de s'acquitter auprès de la Métropole, de toutes les sommes dues qui lui sont imputables à la date de résiliation, sur présentation d'un état récapitulatif assorti des justificatifs correspondants.

ARTICLE 8 - LITIGE

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant en ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil – 13006 Marseille.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site interne www.telerecours.fr.

La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 9– ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile comme suit :

La Métropole Aix-Marseille Provence

58, Boulevard Charles Livon

13007 Marseille.

La Ville de Marseille en son siège :

Hôtel de Ville

Quai du Port

13233 MARSEILLE CEDEX 20

Fait à Marseille, le ...

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence,

Ou son représentant

Roland MOUREN

Le Maire,

Ou son représentant

Benoît PAYAN